

**PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Direction de l'action locale**  
Bureau des procédures environnementales

**Agence Régionale de Santé (ARS) de Lorraine**  
Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle  
Service Veille et Sécurité Sanitaires et Environnementales

**ARRETE PRÉFECTORAL****Portant****Déclaration d'utilité publique :**

- des travaux de dérivation des eaux de la **source du Moiré** ;
- de l'instauration des périmètres de protection de ce point d'eau ;

**Autorisation :**

- d'utiliser l'eau de la source du Moiré en vue de la consommation humaine de la **commune de Tramont-Lassus**.

**Le Préfet de Meurthe-et-Moselle**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**  
**Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1321-1 à 10 et R. 1321-1 à 61 ;
- Vu** le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 214-1 à 6, L. 215-13 et R. 214-53 ;
- Vu** le Code Forestier et notamment les articles L. 311-1, L. 312-1, L. 411-1 et R. 412-19 à R. 412-27 ;
- Vu** le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
- Vu** la délibération du conseil municipal du 24 juillet 2009 ;
- Vu** l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 25 mai 2011 relatif à la définition des périmètres de protection ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2013 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique à laquelle il a été procédé du 20 décembre 2013 au 18 janvier 2014 inclus sur le territoire des communes de Beuvezin et Tramont-Lassus ;
- Vu** l'avis et les conclusions du commissaire-enquêteur du 14 février 2014 déposés le 19 février 2014 ;

**Vu** l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 07 mai 2014 ;

**Considérant** que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Tramont-Lassus énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

**Considérant** qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation, les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Tramont-Lassus ;

**Considérant** qu'il convient de protéger les ressources en eau de la commune de Tramont-Lassus et que dès lors la mise en place des périmètres de protection autour de la source du Moiré ainsi que les mesures envisagées constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **Arrête**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet de l'arrêté**

Le présent arrêté a pour objet de :

- déclarer d'utilité publique, au bénéfice de la commune de Tramont-Lassus, les travaux de dérivation des eaux et les périmètres de protection ;
- d'autoriser l'usage de cette eau à des fins de consommation humaine

du point d'eau suivant :

Nom du captage	Commune d'implantation	N° de parcelle	Section	Code BSS	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
					X	Y	Z
Source du Moiré	Tramont-Lassus	40	ZD	03033X0023	868 705	2 382 956	435

## **SECTION 1**

### **Déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de la source du Moiré**

#### **Article 2 – Dérivation des eaux**

Les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel de la source du Moiré situés sur le ban de la commune de Tramont-Lassus sont déclarés d'utilité publique.

## **SECTION 2**

### **Déclaration d'utilité publique des périmètres de protection**

#### **Article 3 – Désignation des périmètres de protection**

Sont déclarés d'utilité publique les périmètres de protection suivants de la source du Moiré ainsi que les travaux qui s'y rapportent et les servitudes associées pour assurer leur protection et le maintien d'une bonne qualité de l'eau.

Ils sont établis conformément aux annexes 1 à 3 du présent arrêté et comprennent :

- 1 périmètre de protection immédiate qui s'étend sur la commune de Tramont-Lassus ;
- 1 périmètre de protection rapprochée qui s'étend sur les communes de Beuvezin et Tramont-Lassus.

#### **Article 4 – Dispositions communes**

Toutes mesures devront être prises pour que le maire de Tramont-Lassus et l'ARS soit avisés sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection y compris sur les portions de voies de communication traversant ces périmètres.

D'une manière générale, à l'intérieur de ces périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement.

#### **Article 5 – Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate a pour fonction d'empêcher la détérioration de l'ouvrage de prélèvements et éviter que des déversements ou des infiltrations de substances polluantes ne se produisent à l'intérieur ou à proximité de l'ouvrage.

##### **Définition**

Le périmètre de protection immédiate de la source du Moiré a une surface de 709 m<sup>2</sup>.-

##### **Prescriptions**

###### **Propriété des terrains**

Les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate de la source du Moiré appartiennent à la commune de Tramont-Lassus.

###### **Délimitation des terrains**

Le périmètre de protection immédiate doit être clôturé avant la mise en service de la source du Moiré.

###### **Aménagement et entretien des terrains**

Les terrains délimités par le périmètre sont régulièrement entretenus dans le strict respect de la qualité des eaux et ne sont accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages. Toute activité et installation y sont interdites à l'exception de celles nécessaires à l'entretien du point d'eau, de l'emprise protégée et de sa clôture, à l'exploitation des ouvrages en vue de la production et distribution de l'eau.

L'emploi de produits chimiques (produits phytosanitaires – fertilisants) y est strictement interdit, y compris au niveau des clôtures.

Toutes dispositions nécessaires sont prises pour éviter que les eaux superficielles ne stagnent sur les emprises protégées, soit en les empêchant de pénétrer sur cette emprise, soit en facilitant leur transit et leur évacuation.

Les emprises protégées sont nettoyées (tonte, débroussaillage ...) au moins deux fois par an. Les déchets végétaux sont évacués en dehors du périmètre de protection immédiate.

Des panneaux destinés à interdire l'accès à ces installations devront être apposés sur les portails.

## Article 6 – Périmètre de protection rapprochée

### Définition

Le périmètre de protection rapprochée est établi pour protéger le point d'eau vis-à-vis de la migration de substances polluantes et le réservoir aquifère de toutes dégradations physiques.

Le périmètre de protection rapprochée a une surface totale de 56 hectares.

### Prescriptions

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées ci-après.

<b><u>6.1 - Travaux souterrains</u></b>	
<b><u>Activités interdites</u></b>	<b><u>Activités réglementées</u></b>
<p><b>6.1.1</b> La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits, source...) dans le même aquifère, excepté pour le renforcement ou la substitution de la ressource actuelle dans un but de production publique d'eau destinée à la consommation humaine ou destiné à la surveillance de l'aquifère capté au bénéfice de la commune de Tramont-Lassus.</p> <p><b>6.1.2</b> L'ouverture d'excavations, de fouilles, de tranchées de plus d'un mètre de profondeur, à l'exception des travaux nécessaires aux passages de gaines techniques et de canalisations d'eau potable.</p> <p><b>6.1.3</b> L'ouverture, l'exploitation ou la reprise d'exploitation de carrières à ciel ouvert ou souterraines.</p> <p><b>6.1.4</b> La création de mares, étangs ou plans d'eau.</p>	<p><b>6.1.5</b> Les sondages de reconnaissance traversant l'aquifère capté doivent être réalisés dans les règles de l'art afin d'empêcher la mise en relation de formations aquifères (sus- ou sous-jacentes) avec la nappe d'eau exploitée. Les ouvrages seront cadénassés et comblés dans les règles de l'art après usage sauf s'ils sont maintenus en place pour des besoins de surveillance de la nappe.</p> <p><b>6.1.6</b> Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations ou les exhaussements de sol de plus d'un mètre de profondeur sont réalisés à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de l'eau.</p>

<b>6.2 - Canalisation, stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques</b>	
<b><u>Activités interdites</u></b>	<b><u>Activités réglementées</u></b>
<p><b>6.2.1</b> Les dépôts, les stockages, l'enfouissement de toute nature.</p> <p><b>6.2.2</b> L'installation d'ouvrages de transport et de dépôt ou stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits inflammables et de produits chimiques.</p>	

### 6.3 - Eaux usées et eaux pluviales

<u>Activités interdites</u>	<u>Activités réglementées</u>
<p><b>6.3.1</b> L'implantation d'ouvrages de transport, de traitement (station d'épuration, lagunage, bassin de décantation), de rejet, d'épandage ou d'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, brutes ou épurées.</p> <p><b>6.3.2</b> Les stockages d'effluents domestiques collectifs ou industriels.</p> <p><b>6.3.3</b> L'implantation et les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.</p>	

### 6.4 - Constructions et installations

<u>Activités interdites</u>	<u>Activités réglementées</u>
<p><b>6.4.1</b> Les constructions et les installations de toute nature quelle qu'en soit la destination, l'usage et l'objet, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable, de hangar ou abri destinés à recevoir du matériel ou du fourrage.</p> <p><b>6.4.2</b> La création de cimetières.</p>	

### 6.5 - Activités de loisirs

<u>Activités interdites</u>	<u>Activités réglementées</u>
<p><b>6.5.1</b> Le camping, le caravanning, les habitations légères de loisir et les activités de loisirs nécessitant des installations fixes.</p> <p><b>6.5.2</b> La pratique des sports mécaniques (moto-cross, 4x4, quad ...).</p>	

### 6.6 - Voies de circulation

<u>Activités interdites</u>	<u>Activités réglementées</u>
<p><b>6.6.1</b> Le traitement des voies routières avec épandage de produits chimiques.</p> <p><b>6.6.2</b> Les enrobés bitumineux pour la couche de roulement des voies routières.</p>	<p><b>6.6.3</b> Les travaux de voiries doivent être réalisés avec des matériaux inertes pour la couche de forme.</p>

## 6.7 - Activités agricoles et pâturage

<u>Activités interdites</u>	<u>Activités réglementées</u>
<p><b>6.7.1</b> Tout aménagement favorisant le regroupement des animaux et ne permettant pas le maintien du couvert végétal (abreuvoirs, auges, râteliers et aires de nourrissage complémentaire, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite...) à moins de 200 mètres du captage.</p> <p><b>6.7.2</b> La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté.</p> <p><b>6.7.3</b> Les installations de maraîchage, les serres et pépinières.</p> <p><b>6.7.4</b> Le drainage de terres agricoles.</p> <p><b>6.7.5</b> L'épandage de tout produit phytosanitaire sur les jachères et les voiries. L'épandage de tout produit phytosanitaire sur les prairies sauf, en dernier recours, dans les cas de la lutte contre les espèces indésirables défini par arrêté préfectoral relatif aux Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE).</p> <p><b>6.7.6</b> Les dépôts de fumier.</p> <p><b>6.7.7</b> L'épandage de lisier, et boues de station d'épuration.</p> <p><b>6.7.8</b> L'épandage d'amendements et d'engrais autorisés lorsque les sols sont gelés ou enneigés.</p> <p><b>6.7.9</b> L'épandage de fumier, purin, jus d'ensilage et fientes de volailles à moins de 300 mètres du captage.</p>	<p><b>6.7.10</b> Le pâturage doit permettre le maintien du couvert herbacé et doit être adapté aux conditions de portance du terrain. Toute détérioration du sol et de son couvert végétal entraînera le retrait immédiat de la totalité des animaux de la zone dégradée, qui ne pourra être à nouveau pâturée qu'après reconstitution de la végétation.</p> <p><b>6.7.11</b> L'épandage d'amendements et d'engrais destinés à la fertilisation des sols est ajusté aux besoins des cultures selon les dispositions du programme d'action de la Directive nitrates ou toute autre nouvelle réglementation équivalente.</p>

## 6.8 - Activités forestières

<u>Activités interdites</u>	<u>Activités réglementées</u>
<p><b>6.8.1</b> Les places de dépôt de grumes à moins de 250 mètres du captage.</p> <p><b>9.8.2</b> Le traitement par produits phytosanitaires sauf en cas d'attaque parasitaire généralisée des peuplements forestiers.</p>	<p><b>6.8.3</b> Les places de dépôt de grumes ne doivent pas constituer des zones de rétention d'eaux superficielles.</p> <p><b>6.8.4</b> La gestion sylvicole prévoyant les coupes et travaux doit être sans incidence sur la qualité des eaux notamment lors d'un découvert brutal du sol. Les coupes prévues par le plan de gestion doivent être suivies de travaux de reconstitution.</p>

## **Article 7 – Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de notification du présent arrêté, sur les terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution du dit périmètre dans un délai d'un an.

## **Article 8 – Indemnisation des servitudes**

Le maître d'ouvrage devra indemniser tout propriétaire ou exploitant dont les terrains sont soumis à des servitudes nouvelles et dûment évaluées par suite de prescriptions particulières, imposées par la protection du point d'eau et de ces ouvrages annexes faisant l'objet du présent arrêté et non prévues dans la réglementation en vigueur. L'indemnisation sera examinée au cas par cas et doit être justifiée par un dommage direct, matériel et certain.

## **Article 9 – Avis complémentaire d'un hydrogéologue agréé**

Lors d'une création ou modification, d'installation, dépôt ou activité ou de toute autre occupation et utilisation du sol dans le périmètre de protection rapprochée, susceptible de mettre en cause la qualité des eaux souterraines, le Préfet pourra demander, aux frais du pétitionnaire, si la complexité du dossier le justifie, l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

## **Article 10 – Infractions – sanctions**

Le bénéficiaire du présent acte et l'A.R.S. sont chargés du contrôle de l'application de cet arrêté et veillent au respect des servitudes instituées dans les périmètres de protection.

Est considérée comme infraction à la sauvegarde des périmètres de protection tout acte ou tout fait ne respectant pas les prescriptions générales de la réglementation en cette matière, ainsi que les prescriptions particulières du présent arrêté.

# **SECTION 3**

## **Autorisation d'utiliser les eaux prélevées en vue de la consommation humaine**

### **Article 11 – Autorisation d'utiliser l'eau à des fins de consommation humaine**

La commune de Tramont-Lassus est autorisée, à utiliser l'eau de la source du Moiré en vue de la consommation humaine.

### **Article 12 – Traitement de l'eau**

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire. La filière de traitement est agréée par le Ministère de la Santé.

### **Article 13 – Surveillance de la qualité de l'eau**

La commune de Tramont-Lassus est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dont elle a la responsabilité. Elle veille notamment à la protection de sa ressource ainsi qu'au bon fonctionnement de ses installations de production et de distribution d'eau. Un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre doit être tenu à jour par l'exploitant et mis à disposition des autorités de contrôle.

## **Article 14 – Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme d'analyses départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé et sont à la charge de l'exploitant.

Les installations de captages, de production et de distribution demeurent accessibles aux agents en charge du contrôle.

## **Article 15 – Travaux de mise en conformité**

Les travaux de mise en conformité sont réalisés dans un délai d'un an, à compter de la date de signature du présent arrêté, à l'initiative de la commune de Tramont-Lassus.

### Concernant le captage de la source du Moiré :

- Clôture du périmètre de protection immédiate avec portail d'accès.
- Réalisation d'un béton de propreté avec réfection de la maçonnerie intérieure et extérieure.
- Repose du drain principal avec nivellement des terrains.
- Déconnexion du captage secondaire.
- Déconnexion du trop-plein du captage secondaire.
- Nettoyage du captage avant mise en service.

### Concernant le réservoir :

- Pose d'une crépine sur le départ distribution.
- Pose d'un compteur sur le départ distribution.
- Pose d'un clapet sur la sortie du trop-plein.
- Pose d'une protection contre la pénétration d'insectes sur la ventilation des 2 cuves d'eau.
- Remplacement ou réfection de la porte d'entrée avec pose de joints sur l'encadrement et protection de l'aération.
- Remplacement des 2 échelles rouillées dans les cuves.
- Rénovation des tuyaux rouillés à l'intérieur des cuves.
- Nettoyage des cuves et contrôle des parois avant mise en service.

## **SECTION 4**

### **Dispositions diverses**

## **Article 16 : Modification des installations**

Tout projet de modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation au système actuel de production et distribution de l'eau (ouvrages et installations), à son mode d'utilisation, tout projet de réalisation de travaux ou d'aménagement de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'autorité sanitaire accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.



## Article 17 – Pièces annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- **Annexe 1** - Plan de situation au 1/10 000<sup>ième</sup> ;
- **Annexe 2** - Plan parcellaire au 1/250 du périmètre de protection immédiate ;
- **Annexe 3** - Plan parcellaire au 1/1000 du périmètre de protection rapprochée ;
- **Annexe 4** - État parcellaire du périmètre de protection immédiate ;
- **Annexe 5** - État parcellaire du périmètre de protection rapprochée.

## Article 18 – Mise en œuvre et notification

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- la notification individuelle d'un extrait du présent arrêté aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée, afin de les informer des servitudes qui grèvent leur terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.
- Le bénéficiaire de l'autorisation transmettra à l'Agence Régionale de Santé, dans un délai de 6 mois après la date de notification susvisée, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.
- Les propriétaires des parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée doivent informer les locataires et les exploitants des terrains, de l'établissement de la protection des points d'eau faisant l'objet du présent arrêté ainsi que des servitudes qui s'y rapportent.
- L'acte portant déclaration d'utilité publique est conservé en mairie de Beuvezin et de Tramont-Lassus. Ces collectivités délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées, et mettent à leur disposition une copie de l'arrêté.
- l'affichage en mairie de Beuvezin et de Tramont-Lassus pendant une durée d'au moins 2 mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes de Beuvezin et de Tramont-Lassus.

- Son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature du présent arrêté. Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

Un avis relatif à cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

## Article 19 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois suivant la notification :

- a. soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- b. soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- c. dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée ;
- d. ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration, si un recours administratif a déjà été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

## Article 20 – Diffusion et Information

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Président du Tribunal Administratif de Nancy,
- à la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,
- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- à l'hydrogéologue agréé,
- au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières de Lorraine,
- au Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle.

## Article 21 – Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
le Sous-préfet de Toul,  
le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,  
le Maire de Beuvezin,  
le Maire de Tramont-Lassus.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 22 MAI 2014

Le préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY